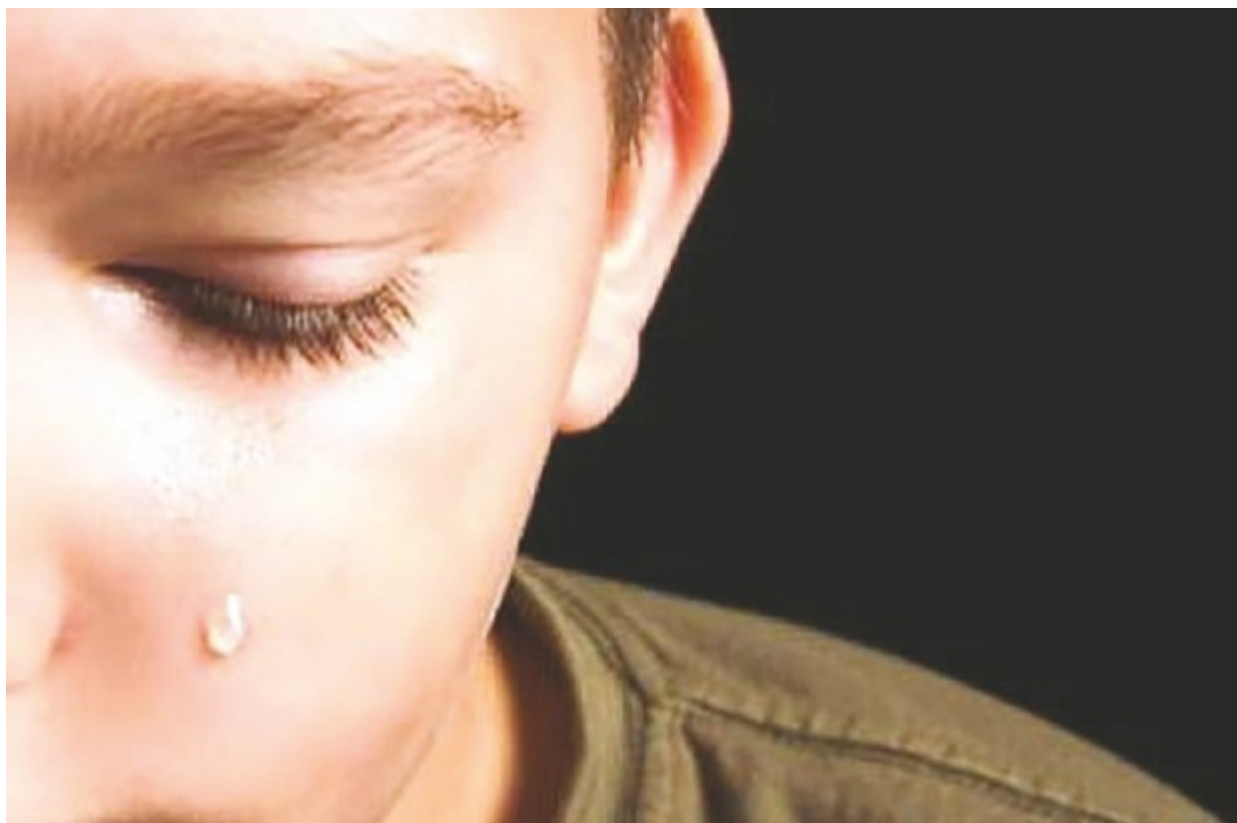


Scandale au centre pour enfants assistés de Constantine

## Châtiments corporels et abus sexuels dans l'indifférence générale



**La révélation de ces faits met à l'index les services de la direction des affaires sociales de la wilaya, lesquels, bien qu'avisés de la situation, ne sont jamais intervenus pour y mettre fin.**

Dans le cadre d'une enquête ouverte en août dernier, pour actes d'intimidation, châtiments corporels et abus sexuels, le directeur du Centre pour enfants assistés de Hamma-Bouziane et plusieurs employés ont été entendus, en septembre, par les services de la Gendarmerie nationale, à Constantine. Par ailleurs, quatre autres employés sont poursuivis en justice pour négligence et complicité, dans le cadre d'une autre enquête déclenchée, après la chute d'un enfant de 8 ans du deuxième étage, le 17 juillet dernier. Il s'agit de deux éducateurs et de deux gardiens qui devaient assurer la sécurité des enfants hébergés dans ce centre depuis 2014. Selon nos sources, l'enquête a, en effet, révélé les circonstances de l'incident mais aussi la mauvaise gestion au sein de cet établissement. L'on apprend que le directeur du centre a été relevé de ses fonctions par une inspection ministérielle et remplacée par l'ancien directeur de centre de Ziadi qui, lui, est au cœur d'une affaire encore plus grave, puisqu'on l'accuse d'abus sexuels sur enfants mineurs.

### **Les victimes d'abus témoignent**

Le scandale éclabousse jusqu'à la hiérarchie, accusée de ne pas avoir réagi à temps. En effet, trois des enfants victimes ont décidé de porter plainte auprès du procureur de la République près le tribunal de Ziadia, le 23 août

dernier. "Nous étions maltraités, livrés à nous-mêmes, on nous volait nos affaires et on vivait pratiquement grâce aux dons des bienfaiteurs. Le centre de Ziadia, où nous étions hébergés avant d'être transférés à Hamma-Bouziane, était un lieu de vente et de consommation de drogue, et ce, au vu et au su de tous. Le directeur autorisait des personnes étrangères au centre d'accéder à l'établissement et de bénéficier des dons destinés aux enfants", témoigne l'un des plaignants dans un enregistrement, dont nous détenons une copie. D'ailleurs, un rapport des services de la sûreté de wilaya, établi en 2013 et conforté par un autre de la commission des affaires sociales de l'APW, dépeint la situation comme "tragique". Mais il y avait plus grave, selon lui. "J'ai été victime d'abus sexuels et j'ai assisté à des scènes où d'autres enfants l'ont été aussi", poursuit-il. Tout en ajoutant : "J'avais 13 ans et je ne pouvais rien faire, il n'y avait personne pour nous défendre, car certains éducateurs étaient complices." Aujourd'hui, âgé de 17 ans, B. Z. compte aller jusqu'au bout pour demander justice. "On abusait de nous, on nous frappait et on nous maltraitait", raconte-t-il avec des tremblements dans la voix. Les enfants, victimes d'abus sexuels, restent très souvent marqués à vie. Ils portent en eux cette blessure qui ne se cicatrises jamais. Ils avaient 4 et 5 ans, lorsqu'un adulte a abusé de leur innocence. "Le premier jour où je suis arrivé au Centre des enfants assistés de Ziadia, j'ai été choqué par l'accueil du directeur ; j'ai assisté à des abus sexuels d'adultes sur des enfants ; on nous demandait de cacher la drogue lors des fouilles de police", témoigne celui qu'on appellera Amine. La situation a empiré lorsque le Centre de Ziadia a été fermé en 2014 et que les enfants ont été transférés au Centre pour personnes âgées de Hamma-Bouziane. Le directeur, lui, sera muté à l'établissement psychopédagogique situé à la nouvelle-ville Ali-Mendjeli.

### **Une affaire en cache une autre**

La mesure peut paraître normale dans le contexte où les enfants sont pris en charge dans un centre pour personnes âgées. Mais dans ce cas l'affaire a suscité une grande vague d'indignation au sein de la population. Les faits remontent au mois de juin, lorsque la direction de l'Action sociale de la wilaya de Constantine a pris la décision de transférer 18 mineurs âgés de 8 à 17 ans et trois autres adultes âgés entre 18 et 21 ans, vers le foyer de Bekkaria, dans la wilaya de Tébessa. Pour eux, la nouvelle était plus foudroyante qu'injuste. Ces derniers qui, depuis leur naissance, n'ont jamais su à quoi ressemble la chaleur familiale, privés d'amour et de protection, doivent, encore une fois, faire face à l'injustice de la vie et se voient éloignés du seul environnement qu'ils connaissent. D'ailleurs, ils ne manqueront pas de dénoncer cette décision, en multipliant leurs appels en direction des responsables. En vain. "Tout le monde sait que le centre de Bekkaria a une très mauvaise réputation, j'ai vraiment peur pour ces mineurs", nous dit Khaled, l'un des adultes. Pour rappel, le centre en question a été au cœur d'un scandale en 2011, quand le directeur a été accusé de pédophilie, sur des orphelins de 14 et 15 ans. Pour Mamine, l'aîné des pensionnaires, et "grand frère" des enfants, les raisons du transfert sont autres. Selon notre interlocuteur, c'est le directeur de l'établissement qui serait à l'origine de ce transfert. "C'est le directeur du centre qui voulait à tout prix qu'on parte, avec le soutien de la DAS", nous dit-il. Selon des sources au fait du dossier, dès l'annonce du transfert, les enfants étaient isolés, comme coupés du monde extérieur. Toutes les associations qui avaient l'habitude de les visiter se sont vu refuser l'autorisation. "Au début tout était normal mais depuis l'annonce de ce transfert, nous n'arrivions plus à voir les enfants", s'exclame Amina, membre d'une association locale. Et d'ajouter : "Même les aides que nous leur envoyions n'arrivaient pas." Une version confortée par Mamine qui nous dira : "Lorsque nous avons tenté de dénoncer le transfert, on nous a envoyé la gendarmerie qui nous a menacés. Le même jour, la directrice de la DAS m'a invité dans son bureau pour me dire que j'ai bénéficié d'un logement comme l'indique la loi, et que tout était réglé." Et de poursuivre : "Quand je suis allé régler ma situation à l'OPGI, les agents de sécurité m'ont obligé à rester dans l'agence jusque tard dans la nuit. En rentrant, les enfants mineurs n'étaient plus là. Quelques jours après, la directrice de la DAS a organisé une colonie de vacances qui devait durer 10 jours, à Chlef. Je ne les ai plus revus depuis."

### **Où sont passés les 25 milliards de centimes ?**

En 2014, plusieurs anomalies ont été enregistrées au niveau du centre de Ziadia et celui de Hamma-Bouziane. En effet, durant cette même année, une enveloppe financière de plus de 25 milliards de centimes avait été

dégagée au bénéfice du centre de Ziadia pour y entreprendre des travaux de réaménagement, mais seuls les travaux d'étanchéité ont été réalisés. "Ce budget devait couvrir tout les besoins du centre ainsi que les travaux de réaménagement mais ce ne fut pas le cas, car le centre de Ziadia et celui de Hamma-Bouziane ne doivent leur fonctionnement qu'aux dons et aux aides multiformes apportées par les associations et quelques bienfaiteurs (nourriture, lait en poudre, produits d'hygiène, couches, lingettes, savons, shampoings, sérum physiologique, vêtements, jouets, médicaments, fournitures, etc. ; les enfants n'ont bénéficié d'aucun centime de ce budget", nous confie un ex-éducateur du centre de Ziadia. Concernant l'établissement de Hamma-Bouziane dans lequel étaient hébergés les enfants, nos sources nous affirment que ce dernier a été officiellement inauguré par l'ex-ministre de la Solidarité nationale en 2015, alors qu'il était déjà opérationnel depuis une année. "Le jour de l'inauguration, Mme Meslem ignorait que le centre abritait déjà les 18 enfants", nous assure-t-on. Et d'ajouter : "Depuis son inauguration, ce centre souffre de plusieurs dysfonctionnements, notamment en ce qui concerne les conditions d'accueil des enfants, la gestion, et la sécurité surtout. Personne ne s'intéresse aux enfants." Outré, notre interlocuteur nous affirme que "la plupart des aides qui arrivaient au centre ont été détournées par certains responsables". Selon lui, ces pratiques ont duré pendant 3 ans. Pourtant, malgré toutes ces lacunes, le directeur du centre est maintenu dans ses fonctions. Il est actuellement à la tête du foyer pour personnes âgées de Hamma-Bouziane.

### **Le silence complice de la DAS**

Pour Mme Gouah, directrice de l'Action sociale de la wilaya de Constantine, le transfert en septembre dernier, des 18 enfants du centre de Hamma-Bouziane vers d'autres foyers, dont un foyer à Sétif, un autre à Bouira et celui de Tébessa, devait se faire et pour cause. "Ce centre devait servir de pouponnière pour les enfants ne dépassant pas l'âge de 6 ans, il n'est donc pas adapté aux enfants âgés entre 6 et 18 ans et encore moins pour accueillir les enfants souffrant de déficience mentale". Toujours selon notre interlocutrice : "Le centre enregistre un surplus d'effectif qui dépasse les 32 personnes, dont la plupart sont régulièrement absentes, mais qui perçoivent leur salaire normalement." Concernant la chute du petit garçon qui, pour rappel, lui a valu une mâchoire cassée et plusieurs fractures aux bras et aux jambes, Mme Gouah nous avait annoncé la tenue d'une commission disciplinaire qui devait siéger le 27 août. Or, il n'y a eu ni commission, ni sanctions, révèlent nos sources. Quant à l'enquête sur les abus sexuels sur enfants, la directrice nous assure qu'elle n'est pas au courant. "Je n'ai pris aucune décision concernant cette affaire et je ne suis pas au courant de l'existence d'une enquête judiciaire déclenchée par les services de sécurité à ce sujet".

### **Le directeur se défend**

Nous nous sommes rendus, en fin de semaine écoulée, au niveau du centre de Hamma-Bouziane où nous avons rencontré son directeur, qui pour rappel, est le principal accusé dans l'affaire des abus sexuels sur les enfants. Des accusations que notre interlocuteur rejettera en bloc, en nous affirmant que "les enfants sont manipulés par des parties travaillant dans le secteur et qui veulent s'attaquer à moi". Il ajoutera : "C'est la justice qui tranchera dans cette affaire."

**I. B./S. B.**